

ÉCONOMIE • TOURISME

Au salon IFTM-Top Resa, le tourisme face à ses contradictions dans la lutte contre le changement climatique

Le salon international des professionnels du tourisme, qui se tient jusqu'au 5 octobre, à Paris, veut cette année mettre l'accent sur les défis digitaux mais aussi et surtout environnementaux et climatiques. Une gageure dans un secteur au bilan carbone dépendant pour l'essentiel des transports.

Par Marjorie Cessac

Publié le 04 octobre 2023 à 08h58, modifié le 06 octobre 2023 à 08h41 - Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Au salon IFTM, le 3 octobre 2023. LE MONDE

L'homme brandit son sabre, virevolte sur lui-même pendant que sept autres danseurs, en habit blanc traditionnel, keffieh sur la tête, évoluent derrière lui, en cadence. Ainsi a démarré, à Paris, ce 3 octobre au matin, le salon international du tourisme 2023, IFTM-Top Resa, au rythme de danses et musique bédouines, pour célébrer la Jordanie, pays à l'honneur. Une mélodie obsédante qui a laissé place, quelques minutes plus tard, à une voix qui ne l'est pas moins. Celle de François Gemenne. Invité au discours inaugural, le coauteur du 6^e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), a rappelé – et donné le ton de cette séquence fortement orientée sur ces enjeux – l'ampleur des défis qui s'annoncent pour le secteur face au dérèglement climatique.

« Il ne s'agit pas de gérer une crise comme le Covid. Ce que nous considérons comme anormal ou hors norme est un phénomène structurel qui va durer », a mis en garde le géographe devant un parterre de ministres et professionnels les enjoignant à décarboner au plus vite leur activité. Selon une étude de l'Ademe, l'agence de la transition écologique, datant de 2019, le tourisme en France représenterait environ 10 % des émissions de gaz à effet de serre totales de l'Hexagone, dont les trois quarts proviennent des transports, principalement l'aérien.

« Chaque tonne de CO² émise ou pas va faire la différence, toute action va compter, c'est fondamental, lorsque vous mettez en place de nouvelles façons de voyager, ces initiatives vont se transmettre à tout le secteur », a-t-il souligné en rappelant l'initiative du vélo en libre-service développé à La Rochelle, en Charente-Maritime, avant d'être copié partout en France et qui a désormais un impact mondial. Ces changements structurels engendreront de nouveaux types de voyages, d'autres destinations et saisonnalités, avance-t-il : *« Dans les années 1950, le tourisme sur la Côte-d'Azur était plus un tourisme d'hiver que d'été, il n'est pas exclu que cela revienne. »*

Des aides « mieux ciblées »

« Nous sommes en plein cœur d'une mutation massive de la consommation du tourisme », a, de son côté, poursuivi Olivia Grégoire, ministre déléguée en charge du secteur. Avec, constate-t-elle, une fréquentation toujours plus importante de sites en montagne, à la campagne et une moindre présence sur les littoraux : *« On part moins loin, plus souvent à l'intérieur de la France, et plus longtemps quand on la quitte »,* a-t-elle ajouté, invitant les acteurs locaux à continuer de se mobiliser dans la lutte contre les pics de fréquentation comme l'a fait, par exemple, le maire de Bréhat, dans les Côtes-d'Armor, en instaurant des quotas pour venir sur l'île.

Lire aussi : [Un été radieux pour le tourisme en France](#)



Pour encourager ces mutations écologiques, son ministère fera des annonces en novembre prochain à l'adresse de toutes les PME (dont celles du tourisme) en vue d'améliorer les dispositifs d'aide à la transition écologique. *« Il existe actuellement 340 aides différentes »,* rappelle la ministre, estimant qu'il est nécessaire de revoir le dispositif. *« Sans qu'il y ait plus d'argent ni plus d'aides mais en faisant en sorte qu'elles soient mieux ciblées »,* a-t-elle indiqué.

Au premier trimestre 2024, un tableau de bord avec une batterie d'indicateurs, notamment sur la consommation d'énergie, d'eau, sera par ailleurs lancé par Atout France, l'agence de développement du tourisme pour le pays. Ainsi qu'un outil permettant aux hôteliers, restaurateurs et autres acteurs du secteur, d'évaluer leur impact environnemental.

Outils de calculs, de modélisation, intelligence artificielle. *« Depuis dix ans, il est vrai que le gros sujet reste celui de l'évaluation des émissions de CO² et que celle-ci est plus fine »,* résume Julien Buot, directeur du réseau Agir pour un tourisme responsable, qui compte les tour-opérateurs parmi ses adhérents. Une démarche nécessaire selon lui pour établir une trajectoire de réduction des émissions même si, convient-il, *« la solution serait de réduire les usages »,* sans compter que la croissance du marché touristique est *« exponentielle »*.

« Les très engagés, minoritaires, et les autres »

Il faut se rendre au cœur du salon, dans l'espace « tourisme responsable », agrémenté de quelques poufs et plantes vertes, pour entendre un début de débat. Là, niché entre les multiples stands des régions françaises et des pays du monde entier, certains représentants se font respectueusement interpellés. « *Que faites-vous réellement pour sortir de l'avion ?* », interroge Alisée Pierrot, cofondatrice de Mollow, un site qui promeut les voyages bas carbone. Réponse de Valérie Boned, secrétaire générale des Entreprises du voyage : « *Nous proposons des voyages plus longs* », se défend-elle en mettant en avant la cherté du train et le fait que voyager est aussi un acquis social. « *Nous ne sommes pas contre l'idée d'une taxation des vols mais nous voudrions qu'elle soit fléchée sur la recherche* », ajoute-t-elle en évoquant les « *carburants propres pour l'aviation* ».

Lire aussi : [Impact climatique de l'avion : « La technologie n'est qu'une partie de la réponse »](#)



Dans le panel, le directeur général du Syndicat des tour-opérateurs (SETO), Hervé Tilmont, se refuse à « *opposer le train et l'avion* ». Il préfère détailler le lancement d'un fonds de dotation en vue d'« *absorber les émissions de CO² résiduelles* » en investissant dans la reforestation. « *En 2023, nous avons récolté 1 million d'euros, ce qui a représenté 140 000 tonnes de CO² absorbés* », calcule-t-il, admettant « *qu'il ne s'agit pour l'heure que d'une goutte d'eau dans le volume global des émissions* ». Même s'il souhaite « *aller crescendo* ».

Lire aussi : [Les croisiéristes, en pleine forme, attirent un public plus jeune, mais au mépris de l'environnement](#)



A ce stade, selon Anne-Lise Olivier, directrice des Acteurs du tourisme durable, une association qui organise l'université du tourisme durable, le secteur évoluerait à deux vitesses : « *Il y a les très engagés, minoritaires, qui revoient de fond en comble leur modèle – comme l'agence Cybèle Evasion, par exemple, qui a décidé d'arrêter les voyages lointains – et les autres, la grande majorité, qui disent avoir pris conscience de la situation et mesurent leur impact.* »

Et encore, dans le voyage d'affaires, « *moins de 15 % des entreprises ont pris en charge le sujet* », constate Michel Dieleman, président d'AFTM, la première association en France à représenter les responsables des déplacements professionnels. Dès lors qu'il s'agit de prendre des vraies mesures, selon Anne-Lise Olivier, « *les acteurs adoptent souvent un discours faisant appel à la technologie. Or, si on ne parle pas des mobilités, on passe à côté du sujet* », insiste-t-elle.

Marjorie Cessac

Partenaires